

(Inter)national Dialogues, tensions, réciprocité

Vincent Houle¹, Solène Maillet², Guillemette Martin³

« Narratives of nationalism have become so engrained in our understanding of history, that we have forgotten the long, intimate, conceptual past shared by the national and international as entangled ways of thinking about modernity. » (Sluga, 2015 : 3)

« Nationalism and internationalism are neither antagonistic nor even analytically separable principles, but are, rather, mutually entailed aspects of a wider process of categorical thought and action. Internationalism does not contradict or subvert nationalism; on the contrary, it reinforces, legitimates, and naturalizes it. » (Malkki, 1994 : 62)

Depuis leur fondation au XIX^e siècle et tout au long du XX^e siècle au cours desquels ils se sont consolidés, les États-nations n'ont eu de cesse de se penser par rapport à des dynamiques internationales, impériales et transnationales de plus en plus complexes. En ce début de XXI^e siècle, dans un contexte de mondialisation accélérée, les traditionnelles catégories de « national » et d'« international », à la fois concepts et réalités historiques, sont de plus en plus marquées par leur fluidité et leur porosité ; leur distinction claire et rigide semble ainsi de moins en moins résister à l'épreuve des faits.

La multiplication des flux de biens, de personnes et de données, ainsi que la diffusion instantanée de l'information grâce au développement d'internet et des réseaux sociaux, ont pour corollaire une standardisation des *comportements* et des réglementations à l'échelle mondiale, phénomènes qui tendent à effacer les frontières – tant administratives que perçues – entre les pays. L'émergence de mouvements sociaux, à la fois échos et sources d'une logique contestataire mondiale, illustrent clairement le brouillage des cadres traditionnels : les *Indignés* initié en Espagne, *Occupy Wall Street* aux États-Unis, *Occupy Gezi* en Turquie ou encore les *Printemps arabes* et, plus récemment, *Nuit Debout* en France. Nés dans des espaces étatiques nationaux, ces mouvements ont

¹ Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (SIRICE) et Université de Montréal.

² Université de Montréal et Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco, Paris).

³ Département d'Histoire de la Universidad Iberoamericana, Mexico.

transcendé leur cadre d'origine notamment par le biais des réseaux sociaux et des médias, afin de dénoncer les pouvoirs financiers, les conséquences du libre-échange et le manque de démocratie « réelle » qui sont autant de problématiques partagées par l'ensemble des populations qui ont participé à ces mouvements. D'un autre côté, les débats actuels révèlent un ensemble d'inquiétudes identitaires, sociales et politiques qui se manifestent par un regain des discours nationalistes.

Bien que ces tensions se manifestent de cette façon depuis une vingtaine d'années, la problématique fondamentale n'est pas nouvelle : comme le note Anne-Marie Thiesse, « mondialisation et nationalisation sont en fait issues des mêmes évolutions idéologiques, technologiques et économiques qui, durant le long XIX^e siècle, transforment les représentations du monde et les pratiques sociales » (Thiesse, 2014 : 15). Il n'en demeure pas moins que les débats actuels révèlent un ensemble d'inquiétudes identitaires, sociales et politiques qui ne se cantonnent plus au seul espace national. La question des contours sémantiques des États-nations et de la nature des relations entre ceux-ci sur la scène internationale est, de ce fait, réactivée. Les grands enjeux géopolitiques, économiques, culturels et identitaires de notre monde invitent ainsi les contemporains à porter un regard nouveau sur les espaces nationaux et les logiques internationales.

Partant de ces constats, nous avons ressenti la nécessité d'aborder de front les catégories de « national » et d'« international », ce pour quoi nous avons sollicité des autrices et des auteurs francophones aux provenances disciplinaires et nationales diverses. Le mandat de ce numéro est de réfléchir à ces concepts. Les multiples contributions sont appelées à les interroger, les remettre en question, voire confirmer ou, au contraire, disqualifier leur usage. En ce sens, la vocation pluridisciplinaire de la revue *Émulations* est particulièrement propice aux réflexions qui nous animent et qui animent les chercheuses et les chercheurs qui ont contribué à ce numéro thématique. Autour d'un questionnement encore trop peu travaillé dans les sciences humaines, les multiples perspectives disciplinaires, méthodologiques et temporelles proposées dans ce numéro contribuent à dynamiser une réflexion essentielle à notre époque pour comprendre le monde passé, présent et à venir.

1. La dichotomie conceptuelle national/international dans les sciences sociales

Les concepts de national et d'international qui sont au cœur de ce numéro d'*Émulations* ont façonné la manière de faire et d'écrire l'histoire telle qu'elle s'est construite depuis le tournant du XX^e siècle. Mais la façon d'approcher les deux concepts, et surtout de les rapprocher, a connu des évolutions, dont les plus récentes ont été portées par l'histoire transnationale, mondiale, ou encore globale. En effet, alors que le concept de national domine l'historiographie jusque dans la seconde moitié du XX^e siècle, celui d'international tend à s'imposer dans la recherche historique depuis les années 1990 (Iriye, 2013). Cependant, se contenter de discerner dans l'historiographie une évolution du national

vers l'international serait simplifier une relation entre deux concepts qu'il s'agirait plutôt d'historiciser. N'ayant ni prétention ni ambition de répondre à cet objectif ici, nous tenterons de mettre en évidence les grandes « phases » de l'articulation des concepts de national et d'international dans l'historiographie. Nous verrons ainsi que notre numéro s'inscrit dans une réflexion qui préoccupe les historiens – mais également les politologues, sociologues ou encore anthropologues – depuis bien avant le « tournant transnational ». Nous montrerons alors que la dichotomie national/international n'a jamais été tranchée : d'un côté, la volonté de dépasser le nationalisme méthodologique s'est manifestée dès le XIX^e siècle ; d'un autre côté, l'unité nationale demeure un cadre d'analyse usuel et pertinent puisque, si « toute histoire locale, nationale ou régionale, relève aussi dans une large mesure, d'une histoire mondialisée » (Bayly, 2007 : 17), l'inverse s'avère tout aussi juste. Comme le soulignent Glenda Sluga et Liisa Malkki (Sluga, 2015 ; Malkki, 1994), nationalisme et internationalisme ne sont pas des concepts antagonistes : ils sont inséparables et doivent être pensés de manière réciproque.

2. Un nationalisme méthodologique sous tension

La disciplinarisation de l'histoire au cours du long XIX^e siècle survient parallèlement à l'émergence de l'État-nation comme unité de référence pour l'organisation des sociétés. Dans ce contexte, « la professionnalisation nationale de l'histoire aboutit à un parti pris méthodologique qui imposa l'État territorial, euphémisé en « nation », comme cadre naturel de la narration historique » (Wilfert-Portal, 2010 : 1091). L'histoire des nations et de leurs particularités se trouve alors au cœur de l'intérêt des historiens, qui par là-même, contribuent à les consolider en leur donnant un fondement scientifique (Venayre, 2013). Ce nation-centrisme n'interdit cependant pas un regard sur le reste du monde. Mais l'international, sujet de prédilection de la vieille histoire diplomatique⁴, n'est envisagé qu'à l'aune du principe national et ne constitue pas lui-même un outil conceptuel à partir duquel on pense les sociétés : il s'agit d'étudier les relations entre États-nations, consécration même du principe national (Thiesse, 2014). Penser l'international, c'est aussi s'attarder sur les connexions et les influences étrangères sur le domestique, ce que Marc Bloch proposait dès 1928 avec l'histoire comparée, afin « de discerner les influences exercées par [...] les uns sur les autres » (Bloch, 1928 : 24). Encore une fois, le paradigme national n'en fut que renforcé par une démarche mettant en évidence similitudes et différences entre États européens, afin de « dégager l'originalité des différentes sociétés ». Ainsi, « les comparaisons s'opèrent toujours d'un point de vue national ». Leur « multiplication [...] ne peut que conforter le concept de nation » (Espagne, 1994 : 120).

⁴ Albert Sorel et Albert Vandal en sont les grandes figures en ce qui concerne l'école française.

Pourtant, le nationalisme méthodologique⁵ ne fut jamais hégémonique (Saunier, 2013 : 7) et alors même que les États-nations et les historiographies nationales atteignaient leur paroxysme, l'unité nationale comme unique clé d'analyse s'avérait insuffisante pour rendre compte de leurs multiples interactions. Confrontée à cette tension et critiquée sur le plan épistémologique par la sociologie, alors en pleine ascension, la discipline historique répondit à cette aporie en élargissant les perspectives d'analyse des relations entre États-nations. Ainsi, histoire diplomatique et histoire comparée, toutes deux vouées à sortir des cadres étatiques par leur sujet d'étude, ont évolué sous les coups des critiques, se transformant tout en se prolongeant. C'est leur développement jusqu'à aujourd'hui qui donna un élan aux approches relationnelles, dont l'objectif est l'étude des interdépendances, des connexions, des transferts, etc.

3. Mise en dialogue

L'entre-deux-guerres marqua un premier tournant pour l'histoire diplomatique, sujette aux attaques de Lucien Febvre et des Annales, qui lui reprochaient son caractère événementiel, privilégiant l'étude des grands acteurs à travers leurs écrits, au détriment des « forces cachées, [d]es ressorts secrets qui font agir et se mouvoir les masses humaines » (Febvre, 1992 [1953] : 62). Les critiques et les apports de l'école braudélienne inspirèrent Pierre Renouvin qui fut, en France, à l'origine d'une orientation nouvelle de l'histoire diplomatique en introduisant l'étude des « forces qui agitent le monde » et en déplaçant la focale d'analyse des « rapports entre les gouvernements » aux « rapports entre les peuples »⁶. Ce changement de paradigme conduisit Renouvin et son disciple Jean-Baptiste Duroselle à renommer, dans les années 1960, l'histoire diplomatique, en « histoire internationale ». Celle-ci prendrait en compte les forces profondes, tout en continuant à s'intéresser aux acteurs, par l'étude des processus décisionnels (Renouvin, Duroselle, 1964). La même évolution terminologique s'opéra aux États-Unis dans les années 1970, mais, comme le note Akira Iriye, à ce moment-là, *l'international history* ne signifiait pas davantage que l'étude de l'ensemble des politiques étrangères des États. Elle avait cependant le mérite de traduire un intérêt pour les relations tant politiques que sociales, culturelles ou économiques (Iriye, 2013 : 6), intégrant ainsi les réflexions des tournants social et culturel des années 1960 et 1970. De même, l'étude des forces

⁵ Pour une synthèse de l'histoire et du débat sur le nationalisme méthodologique voir : Speranta D. (2014), « Qu'est-ce que le nationalisme méthodologique ? Essai de typologie », *Raisons politiques*, vol. 54, no. 2, 2014, p. 9-22. L'auteur montre que les études transnationales ne dépassent pas toutes les limites du nationalisme méthodologique, dans ses versions « groupiste » et « territorialiste ».

⁶ Un recentrage sur les relations interétatiques sera par la suite effectué dans Renouvin P. et Duroselle J.-P. (1964), *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin. Voir Frank, R. (2012), « Introduction. Historiographie, théories et sources », *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 1-3.

profondes, si elle prend en compte ce qui sort du cadre national-étatique, reste axée sur les politiques d'État, renforçant paradoxalement « ce tropisme, puisque c'est l'impact de ces forces sur chacun des États qui était étudié (Grosser, 2012 : 271) ».

Toutefois, en dépassant l'histoire diplomatique et en mettant en évidence les interactions non politiques ainsi que le rôle de groupes d'individus dont le dénominateur commun n'était pas celui d'appartenir à la même nation, on faisait bien dialoguer les concepts de national et d'international.

4. Réciprocité

Alors que l'histoire de part et d'autre de l'Atlantique est de plus en plus abordée à travers le filtre « international », c'est l'ouvrage dirigé par les politologues Robert Keohane et Joseph Nye en 1971, *Transnational Relations and World Politics*, qui fait figure de pionnier avec l'emploi du terme « transnational ». Prenant avec cet ouvrage collectif le contre-pied des grandes figures des sciences sociales américaines et françaises⁷, Keohane et Nye soulignent et dépassent les limites d'une perspective stato-centrée principalement axée sur les questions de forces et de puissance de l'État. Les dix-huit articles présentés mettent ainsi en évidence le rôle d'acteurs transnationaux tels que les multinationales, l'Église, les organisations internationales ou encore l'influente fondation Ford. Akira Iriye remarque de son côté avoir utilisé pour la première fois l'adjectif « transnational » à deux reprises pour souligner la dimension culturelle des relations internationales, dans un discours adressé à l'American Historical Association en 1988 (Iriye, 2013 : 9). En France, c'est à nouveau la sociologie qui, dans les années 1980, relève les apories de l'étatisation des relations internationales, à l'instar de Marcel Merle dans sa réponse aux écrits posthumes de Raymond Aron (Merle, 1984). Dans son article, le sociologue des relations internationales déplore la prépondérance accordée à « l'étude des rapports diplomatico-stratégiques entre unités politiques indépendantes » (Merle, 1984 : 1187) au détriment des facteurs non politiques.

Au tournant des années 1990, l'approche stato-centrée est donc globalement remise en question, comme en témoigne la profusion de nouvelles approches relationnelles telles que l'histoire croisée, connectée, partagée, mondiale, globale, transnationale, etc. et par conséquent le nombre croissant de travaux qui adoptent ces perspectives pour revisiter l'histoire des XIX^e et XX^e siècles. Dans *The Birth of the Modern World 1780–1914. Global Connections and Comparisons*, Christopher Bayly montre les origines globales du monde moderne, dont la consolidation des États-nations, en mettant en évidence les interdépendances entre échelles locales, nationales, impériales et mondiales, de la fin de l'Ancien régime à la veille de la Première Guerre mondiale. Cette dernière est d'ailleurs réexaminée au prisme de l'approche globale par les travaux de Jay Winter, Antoine Prost ou encore Jean-Jacques Becker et toute une génération de jeunes historiens

⁷ En l'occurrence Hans J. Morgenthau, Kenneth N. Waltz et Raymond Aron.

formés dans les années 2000 (Shelekpavev et al., 2016). L'histoire des Empires, libérée du carcan national, a suscité une profusion de travaux qui permettent à la fois de décentrer le regard des sociétés impériales aux sociétés colonisées (Raj, 2008) et de mieux comprendre la culture impériale (Charle, 2001). Emma Rothschild, dans *The Inner Life of Empires: An Eighteenth-Century History*, révèle ainsi les interconnexions entre une famille écossaise et les transformations de l'Empire britannique en faisant jouer les échelles familiale, nationale, impériale et mondiale. L'entre-deux-guerres est quant à lui abordé à travers le rôle des organisations internationales et des réseaux pacifistes et internationalistes dont l'influence était jusqu'alors sous-estimée, voire méprisée⁸. La Seconde Guerre mondiale est elle aussi le sujet de nombreux travaux s'inscrivant dans la perspective transnationale : Alya Aglan prône par exemple l'approche transnationale dans l'étude des résistances au nazisme pour « appréhender des échanges d'expérience et des solidarités à plus large échelle, dépassant les cadres nationaux » (Aglan, 2012 : 80), ou encore, Robert Gildea met l'accent sur l'engagement d'étrangers dans la Résistance française et montre qu'Espagnols, Italiens, Polonais et immigrants de nombreux pays du centre et de l'est de l'Europe y ont joué un rôle significatif (Gildea, 2016). La guerre froide, bien sûr, n'échappe pas à cette relecture. De nombreux travaux sortent du cadre réducteur américano-soviétique pour comprendre comment le conflit bipolaire a affecté le monde entier (Roulin *et al.*, 2014). D'autres mettent en évidence les circulations d'idées, de personnes, de technologies et la coopération entre individus des deux blocs (Wang, 2010). Finalement, avec l'avènement du monde post-guerre froide s'ouvre une nouvelle ère dans l'historiographie. Si ce tournant est le résultat d'une prise de conscience tardive des interdépendances et des connexions entre les différentes parties du monde dans un contexte où l'espoir d'une paix mondiale renaît, les années 1990, dans la tourmente de la dissolution du bloc soviétique, furent également des années ponctuées de conflits internes. Les années 2000 n'en sont pas moins affectées. Dans ce contexte, les concepts de national et d'international restent tous les deux aussi pertinents pour comprendre le monde. La perspective transnationale désormais couramment abordée ne nie d'ailleurs pas le national, elle le fait plutôt entrer en dialogue avec ce qui relève de l'international.

Enfin, la volonté de dépasser les cadres nationaux n'est pas soudainement survenue au début des années 1990 et, comme nous l'avons vu, alors même que le nationalisme méthodologique prévaut, il apparaît nécessaire d'en sortir. Cette tension existe entre intellectuels – comme on l'a vu par exemple avec Marcel Merle et Raymond Aron – mais également dans la pensée même des individus. Les écrits de Raymond Aron laissent par exemple entrevoir un conflit entre les deux approches dans la pensée de l'intellectuel (Merle, 1984). Ou encore, dans l'entretien qui clôt ce numéro, Pierre-Yves Saunier évoque avec justesse le cas de l'historien américain Frederick Jackson

⁸Voir en particulier les travaux de Sluga et Clavin (2017), Sluga (2015), Bouchard (2008), Laqua (2011).

Turner, militant pour une histoire globale avant l'heure. Turner fut à l'origine de la *Frontier thesis*, interprétation historique relevant l'importance de l'idée de frontière pour forger le caractère unique de la nation et de la démocratie américaine.

Bien loin d'être exhaustif, cet aperçu des travaux qui ont inspiré nos réflexions, nous permet d'inscrire la démarche ayant mené à la création de ce numéro dans la continuité de la recherche développée depuis les années 1990. Ces remarques nous ramènent au point de départ de notre démarche : comment mieux comprendre la dichotomie conceptuelle national/international ? Dans quelle mesure cette tension constitue-t-elle un socle épistémologique nécessaire à la compréhension des phénomènes contemporains ? Dans la lignée des travaux de l'historienne Glenda Sluga (2015) et de l'anthropologue Liisa Malkki (1994), nous avons souhaité susciter de nouvelles réflexions et encourager l'exploration empirique à partir de cas concrets pour approfondir notre compréhension des deux concepts, de leur dichotomie et de leurs interactions.

5. Présentation des études

Les articles présentés dans ce dossier apportent de nombreux éléments de réponse à ces questions, depuis des thématiques et des espaces très divers. Au fil de ces sept contributions se déploie un dialogue riche et original sur les interactions multiples et complexes tissées au fil du temps entre les logiques internationales et les préoccupations nationales, qu'elles soient politiques, économiques, sociales ou culturelles. Du Guatemala à l'Australie, en passant par l'Europe occidentale et la Corée du Sud, les textes proposés dans ce dossier invitent à une réflexion multi-située sur cette négociation désormais inévitable entre intérêts nationaux et enjeux internationaux. À ces articles s'ajoute, en guise à la fois de conclusion et d'ouverture, un entretien éclairant avec l'historien Pierre-Yves Saunier, auteur et éditeur de plusieurs travaux sur l'histoire transnationale et l'histoire urbaine. Pierre-Yves Saunier navigue entre réflexions conceptuelles et exemples historiographiques pour aborder de front les questionnements qui servent de fondements au numéro.

Les articles présentés explorent principalement trois grandes thématiques - politique, économique et culturelle - et mettent en œuvre des méthodes d'analyse variées. Qu'il s'agisse de l'étude des discours historiographiques ou identitaires nationaux, de la construction des normes fiscales, des enjeux internationaux de l'industrie extractive ou encore des implications culturelles des migrations, ces travaux dressent un panorama composite et dynamique des multiples possibilités herméneutiques offertes par l'identification de cette interaction national/international.

Notre numéro s'ouvre sur deux études comparatives, inscrites dans l'espace politique et idéologique de l'Europe occidentale. La première - celle de Luca Sollai - met en regard l'évolution du discours historiographique sur la construction des partis communistes français et italien, principalement depuis les travaux pionniers de Annie Kriegel sur le sujet au début des années 1970. À partir d'une lecture érudite des principaux

textes qui ont fondé la généalogie du communisme français et italien, Luca Sollai révèle une tension d'autant plus complexe qu'elle est double, au sein de ces deux partis communistes européens. D'un côté ces derniers sont traversés par un impératif politique fondamental qui est celui de négocier entre les objectifs politiques nationaux du parti et sa nécessaire allégeance à l'URSS, négociation complexe et jamais totalement achevée. De l'autre, l'écriture problématique d'une histoire politique qui doit rendre compte tour à tour de l'importante inscription nationale de ces formations partisans et de leur dimension internationaliste, enjeu majeur de leur maintien au sein du Kominform. À ce puissant dilemme, les deux partis communistes à l'étude ont opposé des stratégies différentes, comme le révèlent leurs historiographies respectives.

Partant également d'une approche comparatiste chère à l'histoire globale telle qu'elle se développe depuis les années 1990, David Chemeta entreprend de mettre en lumière certains mécanismes du discours identitaire national en France et en Allemagne à l'ère du post-nationalisme. Portant sur un thème historiographique classique, l'approche est cependant originale puisqu'elle part d'un espace discursif encore trop rarement étudié dans les sciences sociales – les textes des chansons de rap – et fait entendre des voix trop souvent tues – celle des migrants et de leurs descendants. S'appuyant sur un corpus de textes rigoureusement sélectionnés, en fonction de critères clairement exposés au lecteur, David Chemeta explore les subtilités du sentiment d'appartenance tel qu'il s'exprime dans le rap français et allemand. L'auteur identifie ainsi une évolution significative du ressenti des rappeurs d'origine étrangère vis-à-vis de leur propre identité, vers un attachement croissant au pays d'accueil et à ses symboles nationaux.

Ce numéro de la revue *Émulations* propose ensuite trois études économiques. Les deux premières – celles de François Pelletier et de Sophie Mailly – s'attachent, dans des contextes géographiques et historiques très distincts, à penser les enjeux géopolitiques, économiques, voire identitaires, de l'industrie extractive dans diverses parties du monde.

Dans son étude sur les enjeux stratégiques nationaux et internationaux de la politique pétrolière de la France après la Première Guerre mondiale, François Pelletier retrace le parcours semé d'embûches de ce pays pendant l'entre-deux-guerres afin d'acquiescer son indépendance énergétique. Dans un contexte économique international alors largement dominé par les États-Unis, la France parvient à se doter d'une société nationale chargée d'importer, de raffiner puis de vendre le pétrole dans l'Hexagone : la Compagnie Française des Pétroles, ancêtre de Total. Les débats qui président à la formation de cette société – analysés ici par l'auteur – sont d'importance, puisqu'ils révèlent tout d'abord la nécessaire négociation de la France avec les puissances pétrolières que sont les États-Unis et l'Angleterre à cette période, notamment pour avoir accès aux gisements. D'autre part, l'auteur suggère une tension idéologique entre le monopole étatique qui s'est avéré nécessaire dans la consolidation d'une politique pétrolière nationale et le paradigme libéral international de l'après-guerre.

L'internationalisation du projet pétrolier national français dans la première moitié du XX^e siècle fait écho aux tensions historiques nationales – qu'elles soient guatémaltèques ou canadiennes – révélées par l'analyse de l'exploitation minière canadienne au Guatemala dans la deuxième moitié du XX^e siècle telle qu'elle est développée par Sophie Mailly.

À partir de l'exposition des activités extractives de la Compagnie Exmibal et de sa filiale Inco au Guatemala, Sophie Mailly explore un thème relativement classique de l'historiographie latino-américaniste – celui de l'exploitation des riches matières premières d'Amérique latine par des puissances étrangères⁹ – depuis un espace toutefois marginal au sein de ces études : le Canada. Outre l'éclairage qu'il apporte sur les activités encore peu connues de ce pays en Amérique centrale, cet article aborde les relations Canada-Guatemala depuis un angle original. En effet, pour Sophie Mailly, il ne s'agit pas uniquement d'analyser les conséquences politiques et économiques désastreuses de l'impérialisme canadien dans le cadre national guatémaltèque, conséquences toutefois bien soulignées dans le texte, comme l'illustre la position critique de l'auteure sur le massacre des populations mayas q'eqchi', mais plutôt de penser l'exploitation des ressources minières centraméricaines comme le prolongement à l'international de logiques d'exploitation qui s'inscrivent dans le temps long de l'histoire nationale canadienne. En d'autres termes, le rapport puissance impérialiste/pays exploité qui structure traditionnellement la plupart des études portant sur l'histoire économique de l'Amérique latine s'inverse ici pour interroger avec subtilité les enjeux nationaux de cette exploitation pour le Canada, notamment par rapport à la division de l'opinion publique canadienne sur le sujet.

L'article d'Alejandro Angel sur le rôle joué par les organisations internationales dans le processus de standardisation des normes fiscales dans le monde va plus loin encore dans le dépassement du cadre national et bilatéral pour interroger plus directement l'importance du Fonds monétaire international (FMI) dans la diffusion mondiale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). À travers l'analyse des processus de certification, de décontextualisation et de cadrage fiscal qui composent la mise en œuvre de la TVA partout dans le monde, Alejandro Angel démontre que cette dernière a été rendue possible par une véritable négociation, positive et bien comprise, entre les décideurs nationaux des pays concernés, qu'ils soient européens, asiatiques ou latino-américains, et les organisations internationales. Grâce à l'étude de cet outil très concret de rationalisation de la fiscalité nationale, l'auteur met en lumière un autre type de relation national/international, sur un mode à la fois global et synergique.

⁹ Il s'agit en effet d'une question particulièrement bien documentée concernant les exportations vers l'Europe occidentale et les États-Unis. Sur le sujet voir notamment les premiers chapitres du livre référence de Bulmer-Thomas V. (1995), *The Economic History of Latin America since Independence*.

Les deux derniers articles publiés dans ce numéro abordent cette synergie positive entre enjeux nationaux et logiques internationales depuis des questions plus généralement culturelles et sociales.

Dans une recherche originale sur la fondation du Musée National d'Art Contemporain en Corée du Sud dans la deuxième moitié des années 1980, Ilmin Nah met en avant l'espace muséal comme étant au cœur des enjeux identitaires de la nation. Initiative publique étroitement contrôlée par le gouvernement, le Musée National d'Art Contemporain de Corée a été pensé non seulement comme un instrument de renforcement et d'exposition de l'identité historique et culturelle coréenne, mais plus encore comme un outil de légitimation du rattachement de la Corée aux dynamiques internationales. Que ce soit dans la volonté de s'exposer au regard étranger ou dans l'adoption de codes muséographiques exogènes, le Musée présenté dans cet article illustre à son tour l'importance accordée par les acteurs nationaux à la « validation » internationale pour confirmer le processus de modernisation engagé dans l'espace national.

Enfin, la dernière contribution présentée dans ce numéro aborde un sujet incontournable de la réflexion sur l'(inter)nationalisme, à savoir la question des migrations. Katerina Seraïdari traite toutefois le sujet depuis une approche tout à fait novatrice et encore peu travaillée : celle de l'internationalisation des pratiques gastronomiques des migrants à travers leur insertion dans l'espace économique du pays d'accueil. Dans cette étude, l'auteure compare la présence d'immigrés grecs au sein de deux espaces nationaux spécifiques, la Belgique et l'Australie. Plus précisément, Katerina Seraïdari analyse ce qu'elle appelle joliment « l'internationalisation du goût » à partir de la commercialisation de produits alimentaires grecs dans les deux pays. Mêlant une réflexion sur les processus d'ethnisation de la population grecque en Belgique et en Australie à l'étude plus large de la transformation des modèles de consommation dans ces deux pays, l'auteure offre une réflexion riche et bien documentée des enjeux économiques et stratégiques que sous-tend l'adaptation du marché alimentaire grec à des réalités culturelles nationales changeantes.

Bibliographie

- AGLAN A. (2012), « Pour une approche transnationale des mouvements clandestins de résistance », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, vol. 38, n° 2, p. 69-80.
- BAYLY C. (2007 [2004]), *La naissance du monde moderne (1780-1914)*, Paris/Oxford, Les Éditions de l'Atelier/Blackwell.
- BLOCH M. (1928), « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de synthèse historique*, vol. 46, p. 15-50.
- BOUCHARD C. (2008), *Le citoyen et l'ordre mondial (1914-1919) : le rêve d'une paix durable au lendemain de la Grande Guerre en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis*, Paris, Pédone.

- BULMER-THOMAS V. (1995), *The Economic History of Latin America since Independence*, New York, Cambridge University Press.
- CHARLE C. (2001), *La Crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne (1900-1940). Essai d'histoire sociale comparée*, Paris, Seuil.
- ESPAGNE M. (1994), « Sur les limites du comparatisme en histoire culturelle », *Genèses*, vol. 17, p. 112-121.
- FEBVRE L. (1992 [1953]), « Contre l'histoire diplomatique en soi. Histoire ou Politique. Deux méditations : 1930, 1945 », in *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, p. 61-69.
- FRANK R. (2012), « Introduction. Historiographie, théories et sources », in *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 1-3.
- GILDEA R. (2016), *Fighters in the Shadows: A New History of the French Resistance*, Londres, Faber & Faber.
- GROSSER P. (2012), « L'histoire des relations internationales à l'épreuve des interactions transnationales », in R. FRANK (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 271-288.
- IRIYE A. (2013), *Global and transnational history: the past, present, and future*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- KEOHANE R., NYE J. (1971), « Transnational Relations and World Politics: an Introduction », *International organization*, vol. 25, n° 3, p. 329-349.
- LAQUA D. (dir.) (2011), *Internationalism Reconfigured: Transnational Ideas and Movements between the World Wars*, Londres, I.B. Tauris.
- MALKKI L. (1994), « Citizens of Humanity: Internationalism and the Imagined Community of Nations », *Diaspora: A Journal of Transnational Studies*, vol. 3, n° 1, p. 41-68.
- MERLE M. (1984), « Le dernier message de Raymond Aron : système interétatique ou société internationale ? », *Revue française de science politique*, vol. 34, n° 6, p. 1181-1197.
- RAJ K. (2008), *Relocating Modern Science: Circulation and the Construction of Knowledge in South Asia and Europe, 1650-1900*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- RENOUVIN P., DUROSELLE J.-B. (1964), *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, Armand Colin.
- ROTHSCHILD E. (2011), *The Inner Life of Empires: An Eighteenth-Century History*, Princeton, Princeton University Press.

- ROULIN S., SCOTT-SMITH G., VAN DONGEN L. (dir.) (2014), *Transnational Anti-Communism and the Cold War: Agents, Activities, and Networks*, Houndmills/Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- SAUNIER P.-Y. (2013), *Transnational History (Theory and History)*, Houndmills/Basingstoke/Hampshire, New York, Palgrave Macmillan.
- SHELEKPAYEV N., DORAIS F.-O., DYAKONOVA, D., MAILLET S. (dir.) (2016), *Empires, nations and private lives: essays on the social and cultural history of the Great War*, Newcastle upon Tyne Cambridge Scholars Publishing.
- SLUGA G. (2015), *Internationalism in the Age of Nationalism*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.
- SLUGA G., CLAVIN P. (dir.) (2017), *Internationalisms: A Twentieth-Century History*, Cambridge, Cambridge University Press.
- SPERANTA D. (2014), « Qu'est-ce que le nationalisme méthodologique ? Essai de typologie », *Raisons politiques*, vol. 54, n° 2, p. 9-22.
- THIESSE A.-M. (2014), « Nations, internationalismes et mondialisation », *Romantisme*, vol. 163, n° 1, p. 15-27.
- VENAYRE S. (2013), *Les origines de la France : quand les historiens racontaient la nation*, Paris, Éditions du Seuil.
- WANG Z. (2010), « Transnational Science During the Cold War: the Case of Chinese/American Scientists », *Isis: an International Review Devoted to the History of Science and Its Cultural Influences*, vol. 101, n° 2, p. 367-377.
- WILFERT-PORTAL B. (2010), « Nation et nationalisme », in C. Delacroix, *et al.* (dir.), *Historiographies, II. Concepts et débats*, Saint-Amand, Folio histoire, p. 1090-1102.